





perçue que lors de l'ouverture des nouveaux abattoirs aujourd'hui en construction.

Le Gouvernement provisoire,  
Vu le décret du 18 avril, qui supprime les droits d'octroi sur la viande de boucherie ;  
Considérant qu'il est équitable d'appliquer la même mesure aux autres viandes qui sont entrées par les habitudes dans la consommation des travailleurs ;  
Décrète ;  
Les droits d'octroi sur la viande fraîche de porc et sur la charcuterie sont supprimés.

Le Gouvernement provisoire, sur la proposition du membre du Gouvernement provisoire, ministre des travaux publics,

Décrète :  
Art. 1<sup>er</sup>. Il est ouvert, au ministère des travaux publics, sur l'exercice 1848, un crédit de 2 millions pour la continuation des travaux du chemin de fer de Paris à la frontière d'Allemagne, entre Hommaring et Strasbourg.  
Ce crédit sera prélevé sur la somme mise, en 1840, à la disposition du ministère des travaux publics, pour les travaux des chemins de fer.  
Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des travaux publics, est spécialement chargé de l'exécution du présent décret.

Le Gouvernement provisoire a décrété, le 23 avril, qu'au titre de commissaire du gouvernement près le tribunal de... sera substitué le titre de procureur de la République.

Un autre décret en date du 24 avril porte :  
Art. 1<sup>er</sup>. Les gardes nationaux mobiles de la ville de Rouen, au nombre d'environ 500 hommes, seront incorporés dans les différents bataillons de la garde nationale mobile de Paris.

Art. 2. Le corps des Lyonnais, s'élevant à environ 700 hommes, sera réuni aux 4,500 hommes d'infanterie de la garde républicaine de Paris.

Art. 3. A partir de demain, il ne sera plus fait d'enrôlement pour la garde nationale mobile dans les mairies de Paris.

Le ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent décret.

Le Gouvernement provisoire  
Décrète :

La garde républicaine de l'Hôtel-de-Ville, composée de six cents hommes, forme un bataillon spécial.

Fait à Paris, en conseil de gouvernement, le 24 avril 1848.

Ont été nommés, par arrêté du 23 avril :  
MM. Albitte, consul de seconde classe à Ostende, en remplacement de M. Franqueville, admis au traitement d'inactivité ;  
Hélie, consul de seconde classe à Fernambouc, en remplacement de M. Fippel, admis au traitement d'inactivité ;

Mellinet, consul de seconde classe à Sant-Yago de-Cuba, en remplacement de M. Levraut ;  
Levrault, consul de seconde classe à la Vera-Cruz, en remplacement de M. Gloux, révoqué ;

Thouars, chancelier de la légation de la République à Naples en remplacement de M. Montigny, admis au traitement d'inactivité ;  
Pérez, chancelier de la légation de la République à Lisbonne, en remplacement de M. Famin, admis au traitement d'inactivité.

Vasseur, consul de seconde classe à Venise, en remplacement de M. Limpérani, admis au traitement d'inactivité ;  
Seignette, consul de seconde classe à la Corogne, en remplacement de M. de Clercq, appelé à d'autres fonctions ;

Martin Maillefer, consul de première classe à Barcelone, est nommé consul-général dans la même résidence ;  
De Lostalot-Lassalle, agent consulaire de France à Saint-Thomas (Antilles danoises) ;

#### Fête de la République.

Dans les premiers jours de mai, la France entière viendra dans le Champ-de-Mars s'asseoir au banquet de la République. Les travailleurs, la garde nationale et l'armée, représentés par cent mille délégués, uniront leurs voix et formeront des vœux pour que notre patrie soit prospère et forte ; tous jureront de la défendre contre l'ennemi du dehors et du dedans, et de mourir pour elle.

Quand le programme général pourra être connu, et ce sera bientôt, chacun jugera quel immense éclat le Gouvernement provisoire veut donner à cette fête. Au premier rang figureront l'agriculture et l'industrie. La première sera représentée par un char attelé de quatre paires de bœufs ayant les cornes dorées et ornées de banderoles. Le char, d'une forme simple et rustique, portera trois arbres : un chêne, un laurier, un olivier, symboles de force, d'honneur et d'abondance, puis une charrette au milieu d'un groupe d'épis, de fruits et de fleurs. Autour de ce char, un chœur composé de jeunes filles, élèves du Conservatoire de Musique, chantera des hymnes patriotiques ; derrière le char, les orphéonistes alterneront les chants.

Sur la ligne des boulevards, de distance en distance, depuis la colonne de Juillet jusqu'à la Madeleine seront 32 édifices légers sur lesquels on aura placé à l'avance les objets remarquables des différents produits de l'industrie. Chacun de ces édifices, entouré de jeunes filles, servira de lieu de réunion aux délégués des corps d'état désignés par le sort pour transporter les produits des diverses industries au Champ-de-Mars. Ces édifices sont destinés à recevoir des brancards sur lesquels seront placés ces produits ; de chaque brancard tomberont des rubans et des cordons, lesquels seront tenus par ces jeunes filles, prises dans la classe ouvrière, et dont le nombre sera de cinq cents environ. L'étendard de la corporation marchera en tête.

Arrivées au Champ-de-Mars, les jeunes filles prendront place sur une estrade capable de con-

tenir cinq mille personnes, dressée derrière les membres du Gouvernement provisoire. Elles occuperont les premiers rangs et prendront part au dîner. Immédiatement après elles viendront les dames qui désireront assister à cette fête. Des billets seront mis à leur disposition pour un prix que l'on fera connaître ultérieurement, ainsi que le nom des dames chargées de la distribution. Le produit de cette location sera échangé contre cinq cents livrets de la caisse d'épargne, lesquels seront distribués aux jeunes filles qui auront pris place sur l'estrade.

Chaque corporation devra donc se réunir immédiatement et séparément pour y être représentée. Tous les renseignements à cet égard seront donnés par M. Léon Fouchère, un des architectes, demeurant rue Larochehoucault, 13, qui conviendra avec eux de la forme à donner aux brancards et aux décorations des étendards. Chaque corps d'état devra fournir le sien, sur un modèle convenu avec l'architecte. Malgré cette légère dépense, nul doute que chacun d'eux ne s'empresse d'apporter son concours et ne rivalise de zèle, afin que la patrie puisse être fière de leurs œuvres. Le Gouvernement a voulu que la France entière puisse juger en un jour combien son industrie est belle et grande, honorer le travail de ses enfants et prendre date de ce jour pour montrer au monde quels riches matériaux la République possède pour placer la France, avec le concours des idées démocratiques, à la tête de l'univers industriel.

#### DES CLUBS.

Toutes les idées, toutes les doctrines nouvelles qui ont cherché à s'établir dans le monde ont employé tous les moyens de propagation que leur fournissaient les circonstances au milieu desquelles elles se produisaient. L'antiquité a eu ses écoles, ses académies, la harangue sur les places publiques. La vérité chrétienne s'est fait entendre du haut de mille chaires, et de tout temps, en tous lieux, sous toutes les latitudes, l'énergie que l'on a déployée pour faire triompher une idée témoigne des obstacles que multipliaient le principe, l'idée menacée de déchéance. Lorsque les peuples gémissaient opprimés dans les étrointes de l'esclavage, les tyrans ne redoutaient rien tant que d'entendre un cri de douleur sortir de la poitrine des infortunés. L'histoire nous dit les précautions infinies, prises dans tous les temps, pour empêcher à la douleur de se plaindre, à l'idée de se produire, à la pensée de se manifester. C'est que la douleur qui se plaint éveille une généreuse sympathie dans le cœur des malheureux ; c'est que l'idée qui se produit jette une lumière vive, et découvre aux regards étonnés les plaies profondes et invétérées qui rongent le corps social ; c'est qu'enfin la pensée qui se communique à la pensée devient le lien mystérieux, mais tout puissant, qui unira désormais deux hommes qui se seront une fois compris. Ne nous étonnons donc pas si les tyrans de tous les âges, si les oppresseurs des hommes ont réservé toutes leurs ruses, toutes leurs tortures pour les apôtres de l'humanité ; ils défendaient par tous les moyens la proie qu'on s'efforçait de leur arracher : et cependant l'humanité a toujours eu d'inébranlables ouvriers, d'intrépides prophètes, de généreux martyrs. Le feu sacré était comprimé au grand jour ; mais il n'a pas cessé un seul instant de couvrir sous la cendre. A chaque étincelle nouvelle qui se dégageait, la civilisation faisait un pas en avant, la tyrannie, un pas en arrière : la première gagnait tout le terrain que perdait la seconde, jusqu'à ce qu'enfin, réunissant les conquêtes successives qu'elle avait faites à travers les larmes et les flots de sang de ses martyrs, la civilisation a brisé d'une main puissante la chaîne du dernier esclave, et arboré hardiment le drapeau de l'avenir ; mais, si le vieux monde s'est écroulé ou menace ruine de toutes parts, si le jour de la rénovation sociale a lui, le moment aussi est venu de sonder la société jusque dans ses entrailles, de compter les plaies qu'elle a rongées, les douleurs qui la dévorent, et de chercher des remèdes prompts, efficaces aux maux qui affligent l'espèce humaine.

Sans doute, le dernier mot n'est pas encore dit ; nul encore n'a plongé le regard sur les routes inconnues dans lesquelles le genre humain se précipitera peut-être un jour. Mais il est un travail qui appelle immédiatement le concours de tous, ce travail c'est l'organisation de la victoire que nous avons remportée ; c'est la consolidation, c'est le triomphe définitif de notre jeune République, assise sur les bases larges et solides de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

Libre enfin des entraves qui la retenaient captive, la pensée se communiquera à la pen-

sée, l'idée se manifestera, la volonté générale, éclairée par les discussions publiques, fera entendre sa voix toute puissante, et la cause de la civilisation, de l'humanité, la cause de la République, enfin, sera gagnée sans retour. Aussi est-ce avec un sentiment de satisfaction intime, d'orgueil national et d'espérance pour l'avenir que nous avons vu se former à l'envi, sur le sol régénéré de notre belle France, ces réunions pacifiques et calmes où tous les citoyens sont conviés, où tous vont vivre de cette vie publique qui est le signe le plus certain des grandes destinées d'un peuple libre. Là, chacun vient au grand jour, en présence de tous, débattre les plus grands intérêts de la patrie. Et, soyez-en sûr, au jour du danger un cri sauveur s'élèverait immense du sein de ces réunions, de ces clubs dont l'organisation rapide, spontanée, témoigne du dévouement général, de l'attachement inébranlable à la cause sacrée de la République. Ces réunions sont, en effet, les petites assises du peuple. Elles seront calmes, austères même, car le peuple doit imprimer le cachet de sa grandeur à tout ce qui émane de lui ; et les clubs exerceront une influence salutaire et toute puissante. En effet, de tous les moyens que peut employer la pensée pour se communiquer à la pensée et exercer une salutaire influence, il n'en est aucun, selon nous, qui présente autant d'avantages que les réunions fraternelles patriotes que nous voyons s'organiser partout. — Nous savons néanmoins que le mot de club sonne mal aux oreilles d'un grand nombre ; — nous savons que tous ceux qui s'obstinent à vouloir juger le présent sur les souvenirs du passé s'en effraient. C'est un fantôme qui épouvante les imaginations malades ; pour eux, ce mot club est synonyme de pillage, de dévastation, de ruine et de sang. Et pourtant si nous voulons qu'il s'établisse un courant d'idées, si nous voulons que la conscience publique prononce en parfaite connaissance de cause, si nous voulons enfin que l'éducation politique se divulgue, se popularise, s'individualise, si nous pouvons nous exprimer ainsi, il faut créer et organiser les moyens propres à amener ces résultats, et les plus simples, les plus naturels que l'on puisse employer efficacement nous semblent être la création et l'organisation sur tout le territoire de la République, de ces réunions où tous les citoyens sont conviés. — Ainsi, en effet, la vie publique se développera, ainsi le sentiment de tous les devoirs, l'intelligence de tous les droits pénétreront partout ; ainsi s'accomplira la communion de toutes les intelligences, de tous les cœurs. Et alors les craintes puériles, les fausses terreurs s'évanouiront ; car la conscience publique deviendra le rempart inexpugnable, le bouclier invincible, l'égide toute puissante que nul n'osera braver. Et contre ce sentiment public, universel, viendront échouer toutes les tentatives insensées, toutes les combinaisons anarchiques, anti-sociales, tous les rêves, toutes les utopies ; ainsi, enfin, s'exercera dans la plénitude de toute indépendance, la véritable et impérieuse souveraineté du peuple.

Tous les vrais républicains, tous ceux qui veulent sincèrement le triomphe de cette glorieuse devise que nous avons inscrite sur notre drapeau, prêteront leur concours énergique à l'établissement de ces réunions patriotiques. C'est le moyen le plus efficace, le plus naturel et le plus légitime à la fois de bien soutenir le dernier combat, que ne manqueront pas de livrer les intérêts illégitimes, les préjugés, les passions, les abus et tout ce cortège de mensonges, de ruses, d'astuces, que nous a assigné pour tout héritage le despotisme que nous avons vaincu.

Français, patriotes, républicains, vous tous qui avez foi dans l'avenir, réunissez-vous, mettez en commun vos pensées, vos efforts, et, à l'abri de l'édifice que vous allez élever, viendront grandir, heureuses et reconnaissantes, les générations futures.

#### CLUB CENTRAL DES DÉPARTEMENTS.

##### STATUTS.

Art. 1<sup>er</sup>. Le Club central des Départements se compose de mille membres, à raison de dix par département, les divisions de l'Algérie et les colonies ; les membres sont pris parmi les personnes domiciliées à Paris et appartenant chacune aux diverses localités intérieures et d'outre-mer.

Les travaux de ce club ont pour objet de correspondre avec tous les clubs français, dans les départements, l'Algérie et les colo-

nies, de les tenir au courant des discussions des autres clubs, de recevoir toutes les communications qu'il leur conviendra de lui adresser, et de soutenir, après examen, auprès du Gouvernement, de l'assemblée nationale, des ministres et de toutes les autorités compétentes, les réclamations, observations et propositions qu'ils voudraient porter à leur décision.

Art. 2. Le Club central des Départements est divisé en dix sections, comprenant dix départements chacune. Chaque section est elle-même subdivisée en dix comités, dont chacun représente l'un des dix départements qui la composent. Les colonies forment une seule section.

SECTION 1.  
Aisne.  
Loiret.  
Aube.  
Yonne.  
Loir-et-Cher.

SECTION 2.  
Manche.  
Ile-et-Vilaine.  
Eure.  
Côtes-du-Nord.  
Finistère.

SECTION 3.  
Sarthe.  
Deux-Sèvres.  
Eure-et-Loir.  
Morbihan.  
Indre-et-Loire.

SECTION 4.  
Lot-et-Garonne.  
Gers.  
Hautes-Pyrénées.  
Basses-Pyrénées.  
Haute-Vienne.

SECTION 5.  
Pyrénées-Orientales.  
Aude.  
Aveyron.  
Cantal.  
Corrèze.

SECTION 6.  
Nièvre.  
Cher.  
Côte-d'Or.  
Jura.  
Doubs.

SECTION 7.  
Haut-Rhin.  
Vosges.  
Ain.  
Haute-Saône.  
Haute-Marne.

SECTION 8.  
Ardèche.  
Isère.  
Drôme.  
Gard.  
Hérault.

SECTION 9.  
Corse.  
Constantine.  
Alger.  
Oran.  
Blidah.

SECTION 10.  
Marie-Galante.  
Sénégal.  
Indes-Orientales.  
Possessions dans l'Océan Pacifique.

#### COMPOSITION DES BUREAUX ET DES ASSEMBLÉES.

Art. 3. Pour composer les bureaux des comités, sections et de l'assemblée générale :

Chaque comité élit un secrétaire ;  
Chaque section élit les dix présidents de ses dix comités, un secrétaire et deux secrétaires-adjoints.

L'assemblée générale élit les dix présidents des dix sections, un secrétaire, quatre secrétaires-adjoints, un trésorier, un archiviste et un archiviste-adjoint, lesquels forment le bureau du club.

Ces élections sont faites par scrutin de listes, excepté pour les présidents, qui doivent obtenir une majorité au moins égale à la moitié plus un des membres votants ; les fonctions de tous ces officiers durent un an. Tous sont rééligibles. Les présidents seuls ne peuvent être réélus qu'après un an d'interruption, à moins que ce ne soit à d'autres fonctions.

Art. 4. Les dix présidents des sections président à tour de rôle les assemblées générales, en suivant le numéro d'ordre de leurs sections ; et, si le titulaire du jour se trouve absent ou empêché, il est remplacé par celui des présidents présents dont le numéro de la section se trouve le plus rapproché du numéro de celui du président à remplacer.

La présidence se continue ensuite, pour les séances suivantes, de la même manière, à partir du numéro de la section du président, qui le dernier a pris le fauteuil, comme s'il n'y avait pas eu d'interruption.

Le jeudi de chaque semaine, il y a Assemblée générale dans le local du Club. Le bureau peut convoquer des Assemblées générales extraordinaires. Ces convocations ont lieu par la voie du journal qui publie les procès-verbaux du club.

Le bureau se réunit avant chaque Assemblée générale pour arrêter l'ordre du jour.

Art. 5. Pendant les absences des présidents de sections des séances de leurs sections respectives, les présidents des dix comités qui les composent, le président à tour de rôle, dans l'ordre des numéros des comités, ordre déterminé dans la première

assemblée annuelle de chaque section.

Les séances des sections ont lieu dans le local ordinaire du Club, au moins deux fois par semaine, à moins que les présidents ne convoquent extraordinairement. Les jours et heures des assemblées générales sont fixés par l'assemblée générale. Les bureaux des sections peuvent se réunir aussi souvent qu'ils le croient utile.

Art. 6. Les réunions des comités ont lieu chez leurs présidents, ou chez un de leurs membres convenu, au moins trois fois par semaine. Les présidents peuvent les convoquer tous les jours dans les cas d'urgence. En cas d'absence ou d'empêchement du président d'un comité, celui-ci nomme un substitut pour la séance.

#### ATTRIBUTIONS DES OFFICIERS DU CLUB.

Art. 7. Les présidents des assemblées générales, ceux des assemblées des sections et ceux des comités ont un pouvoir disciplinaire pour y maintenir l'ordre et la convenance dans les discussions. Ils peuvent ramener à l'ordre tout orateur qui s'écarterait. Ils ne doivent pas accorder la parole au même orateur plus de deux fois sur le même objet, si l'assemblée consultée n'a jugé autrement. Ce sont les présidents occupant le fauteuil qui nomment les comités, si l'assemblée ne croit pas utile de les nommer elle-même ; ils font les honneurs des séances aux députations des autres clubs. Les sections n'admettent pas de visiteurs.

Art. 8. Le secrétaire du club est chargé de la correspondance générale, de la rédaction des statuts, et il veille à leur exécution. Il fait remettre aux secrétaires de chacune des sections tous les documents qui les concernent. A leur tour, les secrétaires des sections font parvenir aux secrétaires des comités des départements qui les composent, ceux de ces documents relatifs à leurs localités. Le secrétaire est autorisé à prendre un employé aux écritures, et les émoluments de cet employé sont fixés par l'assemblée générale.

Dans leur hiérarchie, ces divers secrétaires soumettent ces documents à leurs présidents respectifs, et reçoivent leurs ordres pour la préparation des rapports que les derniers ont à faire dans les séances des sections ou dans les assemblées générales pour les présidents des scrutins.

Art. 9. Le trésorier reçoit les versements de la cotisation des membres, fixée à 5 francs par mois, payables par trimestre avant le 1<sup>er</sup> du premier mois de chaque trimestre. Il paie toutes les dépenses ordinaires établies dans le budget du club. Il acquitte pour tous les paiements ordonnés en assemblée générale.

A la première assemblée générale de chaque trimestre, le trésorier est tenu de faire un rapport sur la situation financière du club, les ressources de l'actif et les charges du passif. Ce rapport est inséré au procès-verbal.

Le non-versement de la cotisation trimestrielle par un membre dans le délai prescrit, est considéré comme une démission de sa part. Cette démission est inscrite au tableau dans le local du club.

Art. 10. L'archiviste et l'archiviste-adjoint colligent tous les papiers, documents, journaux que reçoit le club. Ils s'entendent ensemble pour la répartition du travail. Ils tiennent chacun un registre avec reproduction de tous les objets colligés, de manière à pouvoir représenter toutes les pièces dans la plus grande facilité, quand elles sont demandées.

#### TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.

##### DES SECTIONS ET DES COMITÉS.

Art. 11. Les travaux ordinaires de l'assemblée générale sont : l'examen de toutes les questions et propositions préparées par les comités des départements, examinées dans leurs sections respectives et mises à l'ordre du jour par le bureau.

Elle peut mettre en discussion immédiatement toute proposition spontanée, après que le président a pris l'avis du bureau ou même l'avis de l'assemblée, si celui-ci le juge nécessaire mais pour cela la proposition doit être écrite, déposée sur le bureau et appuyée au moins par dix membres. A l'avis du bureau est laissé le droit de ne pas communiquer à l'assemblée toute proposition exprimée en termes inconvenants ou de nature à porter atteinte à la considération d'une ou de plusieurs personnes ; ce contraire aux principes de la morale et du gouvernement républicain.

Les procès-verbaux de l'assemblée sont dressés par l'un des secrétaires-adjoints présents, signés par le rédacteur, et après leur adoption, par le secrétaire et le président occupant le fauteuil.

Les travaux des sections et des comités des départements sont accomplis de la même manière et avec les mêmes formalités.

Art. 12. Les ordres du jour ne comprennent que des propositions en harmonie avec le but que se propose le club central.



des décrets. Toute proposition qui s'élève à ce but, ainsi que toute proposition fondamentale, doit être prise en considération par l'assemblée générale; et, avant d'être mise en discussion, renvoyée à l'examen des sections ou même des comités, s'il n'y a pas urgence dans la décision.

#### RAPPORTS AVEC LES CLUBS FRANÇAIS.

Art. 13. Le Club ayant pour mission de former un faisceau unique de tous les efforts des clubs des départements et d'arriver ainsi à la plus grande masse d'utilité pour le pays, s'est entendu avec un journal (1), qui publie ses procès-verbaux, et lesquels, à titre de correspondance ou de libération nouvelle, sont compris ceux des clubs français lui font parvenir. Moyennant 3 fr. 50 c. par mois, tous les clubs français qui s'affilient au Club central des départements, sont abonnés à ce journal et le reçoivent chez eux.

Art. 14. Les travaux des Clubs de la République sont publiés dans le journal sur la proposition qu'en font les sections aux-quelques l'examen en est renvoyé et après délibération prise en assemblée générale.

Les travaux spéciaux des membres des clubs adressés au Club central des départements, sont publiés dans le journal, sur la proposition qu'en font les sections aux-quelques l'examen en est renvoyé, ou bien, dans le cas d'urgence, sur la délibération immédiate de l'assemblée générale.

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 15. Outre les droits de membres du Club central des départements, chaque membre est abonné de droit au journal qui publie ses travaux.

Art. 16. Chaque membre reçoit un exemplaire des présents statuts en y adhérant. Dans le cas où des modifications aux présents statuts seraient proposées et jugées nécessaires, ces modifications ne pourraient être effectuées que dans la première quinzaine de janvier de l'année suivante, dans une assemblée générale *ad hoc*. Les modifications ne seront admises que sur le vote affirmatif des trois quarts des membres présents.

Art. 17. Si, par suite des démissions prévues par le deuxième paragraphe de l'article 9, le nombre des membres du Club se réduisait de manière à ce que les cotisations ne couvrirent plus les dépenses, la convention de sa dissolution serait immédiatement proposée par le bureau à l'assemblée générale.

Art. 18. Le nombre de mille membres une fois atteint, les personnes qui désirent occuper les places devenues vacantes pour quelque cause que ce soit, devront être présentées au bureau par deux membres du Club.

Paris, le 17 avril 1848.

Les citoyens qui désireraient s'affilier au Club central des départements sont invités à se faire inscrire au bureau de la *Tribune Populaire*, de 10 à 4 heures.

Le Gouvernement provisoire a reçu l'adresse suivante du club fraternel de Trévoux :  
Aux citoyens représentants du Gouvernement provisoire.

Citoyens,  
Permettez qu'au milieu des incessantes préoccupations qui vous entourent, le club fraternel de la ville de Trévoux (Ain) vienne vous offrir l'hommage patriotique de son immuable dévouement.

« Qui personne mieux que vous a droit à l'estime de l'Europe qui vous entoure, quand d'aussi grands courages que les vôtres étonnent et confondent les ennemis de notre jeune République ?  
« Par votre attitude énergique, vous avez prouvé une seconde fois à tous les peuples de l'univers que la force n'est que dans la modération, l'habileté que dans la prudence. Si l'on vous fait un crime d'avoir précipité au delà de toute les prévisions humaines le mouvement républicain qui est dans vos cœurs, on ne vous accusera jamais d'avoir voulu étendre ce mouvement jusqu'aux limites fixées par la raison des peuples.

« Oï, citoyens représentants, la tranquillité régnait dans la République; le retour en arrière à votre sagesse; nous en devons le salut à votre fermeté. Honneur à vous! honneur à tous!

« Mais, s'il était possible que la voix de votre patrie fut un instant méconnue, s'il pouvait s'élever quelque part des prétentions contraires aux idées inséparables de la France républicaine et de vos idées, faites un appel aux provinces, et levez, à la tête du drapeau si dignement porté par ses frères de la garde nationale de Paris, vous offrirez le concours de tous ses cœurs francs et républicains. »

Le club fraternel de Trévoux (Ain) se propose de vous adresser, par l'intermédiaire de la *Tribune Populaire*, un drapeau qui sera porté par ses frères de la garde nationale de Paris, vous offrirez le concours de tous ses cœurs francs et républicains. »

Le club fraternel de Trévoux (Ain) se propose de vous adresser, par l'intermédiaire de la *Tribune Populaire*, un drapeau qui sera porté par ses frères de la garde nationale de Paris, vous offrirez le concours de tous ses cœurs francs et républicains. »

#### NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

ANGLAETERRE. — Voici, sur la démonstration de M. Cochrane, quelques détails empruntés au *Gloucester* du 24 avril :  
4,500 hommes de la police métropolitaine étaient placés dans le voisinage de Trafalgar-Square. M. Cochrane, accompagné de deux amis, était rendu dans une voiture à Trafalgar-Square; il était suivi par les tableaux à l'huile représen-

tant les douleurs et souffrances des pauvres dans les maisons de refuge des pauvres. Au coin de Trafalgar-Square, la police empêchant le peuple de suivre ces voitures, M. Cochrane s'est adressé à la multitude, disant : Il paraît qu'on ne vous laisse pas vous réunir ici dans les rues du voisinage. En persistant à rester ici, vous violeriez la loi; j'espère que vous obéirez à la loi. 60 hommes de la police marchent droit à la voiture de M. Cochrane et lui disent de cesser sa harangue et de marcher. Le cocher fouette ses chevaux, la police les dételle. Eh quoi! s'écrie M. Cochrane d'une voix de Stentor : je vais à Whitehall, vous ne pouvez pas m'en empêcher. On remet les chevaux à la voiture, qui recommence sa marche, et M. Cochrane de s'écrier : à la bonne heure, vous êtes de braves garçons; je n'ai pas peur de vous.

La voiture portant les illustrations ou tableaux à l'huile va suivre; la police l'en empêche. Le conducteur réclame à M. Cochrane le prix de sa course. M. Cochrane paie et il peut continuer sa marche vers Whitehall et le ministère de l'intérieur. Il n'y avait pas plus de 1,500 personnes sur la place. M. Cochrane n'ayant pas trouvé sir G. Grey au ministère de l'intérieur, a laissé sa pétition à des garçons de bureau, et il est reparti dans sa voiture avec ses deux amis. — Les administrateurs des maisons des pauvres n'avaient pas laissé sortir les pauvres.

Dans la matinée, l'inspecteur de police Beresford s'était rendu auprès de M. Cochrane, aux bureaux de la société de l'administration des pauvres, Leicester-Square, pour le dissuader de faire sa procession. M. Cochrane persista dans sa résolution, et il s'est rendu au ministère de l'intérieur dans une voiture à deux chevaux avec postillon. Les personnes qui l'accompagnaient et qui faisaient partie de la procession étaient MM. Selwyn, Ramsay et Poynter. Il y a eu une petite mêlée assez chaude au moment où la police a barré le passage à la foule qui suivait la voiture portant les illustrations ou tableaux à l'huile. Deux ou trois personnes ont été emportées blessées grièvement.

Lorsque la police s'est emparée des deux tableaux et de la voiture qui les portait, M. Cochrane, furieux, s'est écrié qu'il traduirait la police à Scotland Yard; et des constables spéciaux, ne pouvant maîtriser leur colère, lui criaient de leur côté : Damné fou de Cochrane, c'est pour faire parler de vous que vous faites tout cela ? Damné fou ! Pendant cet échange de courtoisies, la police était aux prises avec la foule, on entendait les huées et les sifflets qui ont duré jusqu'à ce que M. Cochrane fût arrivé au ministère de l'intérieur. Il paraît que la police a fait jouer le bâton trop lourdement; il y a eu plusieurs têtes cassées. Le domestique de M. Cochrane a été abattu d'un coup de bâton, et il est dans un état très-dangereux.

IRLANDE. — Dublin, 21 avril. — Hier soir, il y a eu une réunion générale des clubs confédérés à Dublin. L'affluence était considérable, les discours ont été violents. On résistait au gouvernement pied à pied. Une déclaration formelle à cet égard a été signée séance tenante par beaucoup de monde, et notamment par Smith O'Brien, Meagher et Mitchell. On a résolu de procéder à l'organisation d'une garde nationale.

Des précautions avaient été prises par l'autorité pour le maintien de la tranquillité. Quatre cents hommes de la troupe de marine et des équipages de l'escadre de sir Ch. Napier, armés jusqu'aux dents, avaient été amenés à Dublin comme renforts pour la garnison. Il n'y a pas eu de désordre.

A Cork, dans un meeting, il a été tenu des discours violents; à Middleton, dans le même comté, M. Brennan a dit qu'il fallait s'armer à tout prix, et si le gouvernement veut, en vertu de nouvelles lois draconiennes, faire déporter de braves gens, il faudra s'opposer à ce que cet ordre s'accomplisse. (Applaudissements.)

A Skilbereen, on continue de s'exercer au tir de la carabine. Un tireur a offert à un soldat de police qui assistait à cet exercice de viser avec sa carabine; celui-ci a refusé.

Dans le meeting de Dublin d'hier au soir la résolution suivante a été approuvée et signée :  
« Nous sommes décidés à nous enlever comme membres de la garde nationale, afin de préserver l'ordre social et de protéger l'Irlande contre tous ennemis de l'intérieur et contre l'étranger; nous nous armerons et équiperons, et nous risquerons notre existence pour la défense de la patrie, si nos services sont nécessaires. »

Le journal la *Nation* dit que la guerre civile vaut mieux que la tyrannie anglaise. Oï, il faut les prendre et les enlever ces droits que l'on nous dénie tyranniquement, et c'est à nous de commencer une guerre qui doit finir par l'affranchissement ou l'extermination de la race irlandaise.

Les déclarations formelles du premier ministre qu'il soutiendrait l'union de l'Angleterre et de l'Irlande tant qu'il vivrait, ont exaspéré M. Mitchell, qui s'est écrié : Eh quoi! ce pauvre petit diable (this poor little fellow) semble, Dieu me pardonne, se moquer de nos piques, il nous traite de fous. Soufflez donc, soufflez le feu, forgez, à l'encre, que jamais votre feu ne s'éteigne. Forgez du fer pour les piques libératrices. La bataille de la Constitution commence dans les forges; elle s'achèvera sur le champ de bataille et dans les rues.

Les commissaires de police viennent de publier l'avis suivant : « La police a l'ordre d'empêcher les rassemblements de Trafalgar-Square et du Charing-Cross, le 25 avril; aucune procession ne pourra passer le long de White-Hall, ni dans le voisinage du palais de Sa Majesté ou des établissements publics, le 25 avril.

« Quiconque méconnaîtrait méchamment ou ne se conformerait pas au règlement ayant pour but de prévenir les obstructions dans les rues et places, à cette occasion, sera immédiatement arrêté.

« RICHARD MAYNE, commissaire de police de la capitale. »

On lit dans le *United Irishman* :  
« La première chose à faire pour procéder avec succès en fait d'émeute, c'est de couper les communications.

En avant les barricades! de rue en rue, en partant du cœur jusqu'aux extrémités de la ville; de puis les rues étroites jusqu'aux places, ponts et marchés; (ce qu'il faut surtout ne pas négliger de faire, c'est d'intercepter toutes les communications entre les divers postes militaires). Ces postes doivent être cernés et comme pris au milieu de barricades. Les bœufs de gaz et les rails des chemins de fer doivent être brisés. On ne conquiert pas la liberté sans s'être battu partout. La ville de Dublin se prêterait merveilleusement à la guerre des rues, au moyen des communications faciles à établir entre les maisons. Aussi ne faut-il pas avoir le moindre souci de concentration de troupes dans le château. Elles seraient dix fois plus nombreuses qu'elles n'oseraient pas attaquer la ville. »

ALLEMAGNE. — On écrit de Presbourg :  
« La ville de Terstina est devenue la proie des flammes. Le feu a pris au milieu d'un terrible ouragan; trente personnes ont péri. »

La *Gazette d'Augsbourg* annonce que les communications de Trieste avec les provinces italiennes sont coupées par le cordon sur l'Isouzo. Tous les papiers sont ouverts en présence d'une commission. Le comte Naget a adopté cette mesure parce qu'on a trouvé plusieurs lettres et des dessins sur lesquels se trouvait la position de nos troupes. On nous écrit de Zura que les Vénitiens ont invité les habitants de Lussinpicolo, qui appartient au littoral, à demander l'annexion de leur île à la Dalmatie, dont Lussinpicolo faisait antérieurement partie.

La *Gazette de Carlsruhe*, du 23, annonce qu'on vient d'organiser à Heidelberg un corps d'étudiants pour veiller au maintien de l'ordre public. Cent étudiants se sont enrôlés; le plus grand nombre a des fusils. Ils se sont placés sous le commandement de la garde civique. Les ouvriers ont formé un bataillon d'hommes armés de faulx. Plusieurs dames de notre ville se proposent de faire cadeau d'un magnifique drapeau à la garde civique. On a acheté 900 fusils à Lucerne pour armer la garde civique.

On écrit de Manheim :  
Le bruit s'étant répandu que Hoff et Grohe devaient être arrêtés, ceux-ci ont convoqué leur parti en armes pour se faire donner l'assurance qu'ils seraient protégés. Cette démonstration a fait beaucoup de bruit. On espère que la commission des 50 interviendra en faveur des amis de l'ordre. Cette après-midi, la femme de Hieker est partie avec son père pour la frontière de la Suisse. Elle veut faire une dernière tentative pour le détournement de son entreprise, mais il est malheureusement trop tard.

PRUSSE ORIENTALE. — Hovingsberg, 17 avril. — Le consul général russe Adelson a reçu l'ordre de Saint-Petersbourg de ne plus viser aucun passeport, même dans les cas les plus urgents. Cette mesure a reçu son exécution depuis le 14 avril.

(Gaz. de Breslau, 21 avril.)

ESPAGNE. — Nous lisons dans un journal qui, certes, n'est pas progressiste, les lignes suivantes : « Nous savons de bonne source que, dans le cas de nouveaux troubles, on donnera un quart d'heure de grâce avant toute effusion de sang; mais ce quart d'heure écoulé, on ne fera aucun quartier. Avis aux habitants de cette ville. »

(El Siglo du 20 avril.)

— Nous savons qu'un grand nombre de négociants et maisons d'escompte des provinces ont envoyé à leurs correspondants à Madrid l'ordre de suspendre toutes transactions commerciales. La panique s'est introduite dans les capitales de Province, ce qui a beaucoup contribué à la forte baisse que subissent les fonds publics.

(Claros Publico du 20 avril.)

— Avant hier, on a arraché de leur domicile et conduit en prison un grand nombre de personnes. Dans la seule rue du Lobo, on nous assure qu'on en a arrêté jusqu'à 82.

(Claros Publico du 20 avril.)

Dans les environs de Berga, deux soldats qui ont été surpris par les factieux, ont été immédiatement fusillés. A la Barata, deux tribunaux se sont emparés d'un malheureux paysan qui faisait du bois; et comme il ne répondait pas à leur guise aux questions qu'ils lui firent, ils l'assassinèrent. Quatre individus faisant partie de la bande qui est entrée dernièrement en Espagne, venant de France, se sont livrés aux autorités. Ils disent qu'on les a trompés; qu'on leur avait assuré que la Catalogne s'était levée en masse pour les aider dans leur entreprise; ils portent des blouses ou des capotes avec des boutons sur lesquels on lit : République française.

— Des placards violents et séditieux ayant été récemment affichés sur les murs de Liverpool, les autorités civiles ont demandé aux autorités militaires des forces pour protéger les magasins de marchandises sur la côte de Cheshire. La compagnie de l'artillerie royale stationnée à Chesler se rend à Berkenhead avec quatre obusiers pour renforcer le détachement du 52<sup>e</sup> léger qui s'y trouve déjà.

— Palerme : Le décret qui prononce la déchéance du roi de Naples, le roi Bombardier (Bombardatore), et de toute sa race méchante, a été accueilli hier par les cris d'enthousiasme d'un peuple ivre de joie. On a crié à bas les statues des Bourbons, et des milliers de voix ont répondu : à bas ! Aussitôt dit, aussitôt fait. Toutes les statues ont été renversées de leurs piédestaux. On a commencé par celle de Philippe V. La foule n'a respecté que la statue de Charles II, parce qu'il était juste et bienfaisant.

— La chambre des communes siciliennes a tenu séance le 13 avril sous la présidence du marquis de Torreaars. Le ministre des affaires étrangères a déclaré que la Sicile voulait faire partie de la ligne italienne; elle saura détruire les intrigues du roi de Naples.

M. Paternostro : La Sicile avait un roi qu'elle ne doit plus avoir. Il faut décréter, séance tenante, que Ferdinand de Bourbon avec sa dynastie est déchue du trône de la Sicile.

M. Infarina pense que la Sicile ne peut choisir qu'entre deux familles, celle de Toscane et celle de Savoie. Mais, avant tout, dit-il, songeons à nous-mêmes, organisons-nous, prenons des forces, et que tous sachent que nous voulons être Italiens. L'avenir décidera si nous devons être état constitutionnel sous un prince italien ou en république, si la Providence sourit à l'Italie. (Applaudissements.)

Après quelques mots de M. Perez, M. Interdonato s'est écrié qu'il faut proclamer la déchéance de Ferdinand et de sa dynastie, la monarchie républicaine, le gouvernement d'un prince italien, et la patrie sera sauvée. (Applaudissements.)

L'adoption du décret dont nous avons donné la traduction, qui proclame la déchéance de Ferdinand de Bourbon, le roi qui a bombardé son peuple, a lieu au milieu des applaudissements les plus enthousiastes.

ITALIE. — Tout le Tyrol méridional s'est déclaré pour la bonne cause; la vallée de l'Adige seule est tenue en respect par la présence des Autrichiens concentrés à Trente.

On apprend que le major Troli, des troupes piémontaises, a été fait prisonnier dans une sortie des Autrichiens de Peschiera, et qu'il a été amené dans cette ville. L'armée piémontaise est maîtresse des positions les plus avantageuses près de Vérone. La grosse artillerie est arrivée. Deux envoyés de Parme ont offert au roi Charles Albert, qui l'a acceptée, le concours de leurs troupes.

Le général Durando, avec les troupes pontificales, doit faire le blocus de la forteresse de Ferrare.

GOVERNEMENT PROVISOIRE CENTRAL DE LA LOMBARDIE. — Considérant que l'article 21 du Code civil fixant à vingt-quatre ans la majorité, répond mal au précoce développement des esprits en Lombardie; considérant que la majeure partie des odes italiens fixe à vingt-un ans la majorité, le gouvernement provisoire décrète :

La majorité est fixée à vingt-un ans révolus. Le présent décret commencera à recevoir son exécution le 1<sup>er</sup> mai.

Milan, le 14 avril.

CASAL, président.  
— On lit dans l'*Indipendenza e la Lega* (journal de Palerme) du 13 avril : « Notre révolution est un fait accompli, la révolution ne peut pas périr; si les Napolitains aiment la race dont nous nous sommes délivrés, Ferdinand ne renoncera pas à la pensée de nous reconquérir. Nous le défions et nous l'attendons ! nous avons tous gagné en nous délivrant de la race bourbonienne (*Tutto abbiamo guadagnato liberandoci della razza Borbonica*). Nous croirions tout perdu si jamais cette race remettait le pied sur le territoire sicilien. Tout le monde s'est empressé, à l'envi, de signer le décret du parlement qui proclame la déchéance de Ferdinand. »

— Spezia, 18 avril. — Le vaisseau de guerre français à trois ponts, le *Friedland*, est entré dans ce golfe, il est monté par l'amiral Baudin, qui commande la flotte française. Deux vaisseaux et une grosse frégate à vapeur sont arrivés. On attend d'autres bâtiments.

(G. de Gènes, citée par la *Concordia* de Turin, du 21 avril.)

ROYAUME LOMBARDO-VÉNITIEN. — *Mojambano*, 17 avril. — On annonce que le roi Charles-Albert, considérant le Mintio comme limite entre la Lombardie et le territoire vénitien, a fait dire au gouvernement de Milan qu'il ne se proposait pas d'entrer dans le Vénitien qui s'était constitué en république, et qu'il croyait avoir rempli sa mission, les Allemands ayant évacué la Lombardie excepté Peschiera et Mantoue. En conséquence, il invitait le gouvernement à faire occuper par ses troupes les positions occupées actuellement par les Piémontais.

Cette déclaration doit avoir embarrassé ces messieurs, qui croyaient avoir tout fait, sans réfléchir que les Allemands s'étaient retirés devant l'influence morale de notre armée.

Au moment où j'écris, j'entends des individus du pays parler de l'adhésion de la république de Venise.

GRÈCE. — Des correspondances d'Athènes annoncent que le roi Othon a signé une amnistie générale pour tous les délits politiques. Cette amnistie a dû être publiée le 6 avril.

te, que Ferdinand de Bourbon avec sa dynastie est déchue du trône de la Sicile.

M. Infarina pense que la Sicile ne peut choisir qu'entre deux familles, celle de Toscane et celle de Savoie. Mais, avant tout, dit-il, songeons à nous-mêmes, organisons-nous, prenons des forces, et que tous sachent que nous voulons être Italiens. L'avenir décidera si nous devons être état constitutionnel sous un prince italien ou en république, si la Providence sourit à l'Italie. (Applaudissements.)

Après quelques mots de M. Perez, M. Interdonato s'est écrié qu'il faut proclamer la déchéance de Ferdinand et de sa dynastie, la monarchie républicaine, le gouvernement d'un prince italien, et la patrie sera sauvée. (Applaudissements.)

L'adoption du décret dont nous avons donné la traduction, qui proclame la déchéance de Ferdinand de Bourbon, le roi qui a bombardé son peuple, a lieu au milieu des applaudissements les plus enthousiastes.

ITALIE. — Tout le Tyrol méridional s'est déclaré pour la bonne cause; la vallée de l'Adige seule est tenue en respect par la présence des Autrichiens concentrés à Trente.

On apprend que le major Troli, des troupes piémontaises, a été fait prisonnier dans une sortie des Autrichiens de Peschiera, et qu'il a été amené dans cette ville. L'armée piémontaise est maîtresse des positions les plus avantageuses près de Vérone. La grosse artillerie est arrivée. Deux envoyés de Parme ont offert au roi Charles Albert, qui l'a acceptée, le concours de leurs troupes.

Le général Durando, avec les troupes pontificales, doit faire le blocus de la forteresse de Ferrare.

GOVERNEMENT PROVISOIRE CENTRAL DE LA LOMBARDIE. — Considérant que l'article 21 du Code civil fixant à vingt-quatre ans la majorité, répond mal au précoce développement des esprits en Lombardie; considérant que la majeure partie des odes italiens fixe à vingt-un ans la majorité, le gouvernement provisoire décrète :

La majorité est fixée à vingt-un ans révolus. Le présent décret commencera à recevoir son exécution le 1<sup>er</sup> mai.

Milan, le 14 avril.

CASAL, président.  
— On lit dans l'*Indipendenza e la Lega* (journal de Palerme) du 13 avril : « Notre révolution est un fait accompli, la révolution ne peut pas périr; si les Napolitains aiment la race dont nous nous sommes délivrés, Ferdinand ne renoncera pas à la pensée de nous reconquérir. Nous le défions et nous l'attendons ! nous avons tous gagné en nous délivrant de la race bourbonienne (*Tutto abbiamo guadagnato liberandoci della razza Borbonica*). Nous croirions tout perdu si jamais cette race remettait le pied sur le territoire sicilien. Tout le monde s'est empressé, à l'envi, de signer le décret du parlement qui proclame la déchéance de Ferdinand. »

— Spezia, 18 avril. — Le vaisseau de guerre français à trois ponts, le *Friedland*, est entré dans ce golfe, il est monté par l'amiral Baudin, qui commande la flotte française. Deux vaisseaux et une grosse frégate à vapeur sont arrivés. On attend d'autres bâtiments.

(G. de Gènes, citée par la *Concordia* de Turin, du 21 avril.)

ROYAUME LOMBARDO-VÉNITIEN. — *Mojambano*, 17 avril. — On annonce que le roi Charles-Albert, considérant le Mintio comme limite entre la Lombardie et le territoire vénitien, a fait dire au gouvernement de Milan qu'il ne se proposait pas d'entrer dans le Vénitien qui s'était constitué en république, et qu'il croyait avoir rempli sa mission, les Allemands ayant évacué la Lombardie excepté Peschiera et Mantoue. En conséquence, il invitait le gouvernement à faire occuper par ses troupes les positions occupées actuellement par les Piémontais.

Cette déclaration doit avoir embarrassé ces messieurs, qui croyaient avoir tout fait, sans réfléchir que les Allemands s'étaient retirés devant l'influence morale de notre armée.

Au moment où j'écris, j'entends des individus du pays parler de l'adhésion de la république de Venise.

GRÈCE. — Des correspondances d'Athènes annoncent que le roi Othon a signé une amnistie générale pour tous les délits politiques. Cette amnistie a dû être publiée le 6 avril.

te, que Ferdinand de Bourbon avec sa dynastie est déchue du trône de la Sicile.

M. Infarina pense que la Sicile ne peut choisir qu'entre deux familles, celle de Toscane et celle de Savoie. Mais, avant tout, dit-il, songeons à nous-mêmes, organisons-nous, prenons des forces, et que tous sachent que nous voulons être Italiens. L'avenir décidera si nous devons être état constitutionnel sous un prince italien ou en république, si la Providence sourit à l'Italie. (Applaudissements.)

Après quelques mots de M. Perez, M. Interdonato s'est écrié qu'il faut proclamer la déchéance de Ferdinand et de sa dynastie, la monarchie républicaine, le gouvernement d'un prince italien, et la patrie sera sauvée. (Applaudissements.)

L'adoption du décret dont nous avons donné la traduction, qui proclame la déchéance de Ferdinand de Bourbon, le roi qui a bombardé son peuple, a lieu au milieu des applaudissements les plus enthousiastes.

ITALIE. — Tout le Tyrol méridional s'est déclaré pour la bonne cause; la vallée de l'Adige seule est tenue en respect par la présence des Autrichiens concentrés à Trente.

On apprend que le major Troli, des troupes piémontaises, a été fait prisonnier dans une sortie des Autrichiens de Peschiera, et qu'il a été amené dans cette ville. L'armée piémontaise est maîtresse des positions les plus avantageuses près de Vérone. La grosse artillerie est arrivée. Deux envoyés de Parme ont offert au roi Charles Albert, qui l'a acceptée, le concours de leurs troupes.

Le général Durando, avec les troupes pontificales, doit faire le blocus de la forteresse de Ferrare.

GOVERNEMENT PROVISOIRE CENTRAL DE LA LOMBARDIE. — Considérant que l'article 21 du Code civil fixant à vingt-quatre ans la majorité, répond mal au précoce développement des esprits en Lombardie; considérant que la majeure partie des odes italiens fixe à vingt-un ans la majorité, le gouvernement provisoire décrète :

La majorité est fixée à vingt-un ans révolus. Le présent décret commencera à recevoir son exécution le 1<sup>er</sup> mai.

Milan, le 14 avril.

CASAL, président.  
— On lit dans l'*Indipendenza e la Lega* (journal de Palerme) du 13 avril : « Notre révolution est un fait accompli, la révolution ne peut pas périr; si les Napolitains aiment la race dont nous nous sommes délivrés, Ferdinand ne renoncera pas à la pensée de nous reconquérir. Nous le défions et nous l'attendons ! nous avons tous gagné en nous délivrant de la race bourbonienne (*Tutto abbiamo guadagnato liberandoci della razza Borbonica*). Nous croirions tout perdu si jamais cette race remettait le pied sur le territoire sicilien. Tout le monde s'est empressé, à l'envi, de signer le décret du parlement qui proclame la déchéance de Ferdinand. »

— Spezia, 18 avril. — Le vaisseau de guerre français à trois ponts, le *Friedland*, est entré dans ce golfe, il est monté par l'amiral Baudin, qui commande la flotte française. Deux vaisseaux et une grosse frégate à vapeur sont arrivés. On attend d'autres bâtiments.

vernement provisoire pour lui donner l'explication de la conduite des habitants. Voici ce qui s'est passé.

M. Roux avait convoqué la veille les gendarmes de l'arrondissement et leur avait remis pour les principaux fonctionnaires des listes cachetées, de candidats selon leur cœur, avec injonction d'avoir à les nommer. Cette injonction imprudente pour fausser la sincérité des élections n'avait point tardé à se répandre dans la ville. Les électeurs indignés avaient chassé leur sous-commissaire, et des deux côtés on avait à se plaindre du Gouvernement provisoire.

Lille est depuis quelques jours le théâtre de troubles d'une singulière nature. Des bandes d'hommes que nous ne pouvons ni ne voulons considérer comme des ouvriers sans travail, parcourent les rues en chantant de façon à ne laisser aucun doute que les règles de la tempérance ont été enfreintes à tel point, qu'ils ne distinguent plus ce qui est écrit sur les murs des maisons avec les enseignes en bois. En effet, ils ont voulu descendre la façade de M. Leleux; la planche contenant les mots : *Echo du Nord*, et sans l'intervention de M. le maire et d'une compagnie de la garde nationale on allait se mettre à l'œuvre.

Hier, entre onze heures et minuit, des perturbateurs armés de sabres sont allés à la bourse insulter la garde nationale. Les braves citoyens qui sacrifient leur temps et leur repos pour le maintien de l'ordre, ont été traités de canaille et menacés par gestes, en leur mettant sous le menton la pointe des sabres dont ils étaient armés.

#### NOUVELLES DIVERSES.

Le château de Meudon, que l'on avait désigné primitivement pour recevoir les invalides civils, n'a pas paru réunir les conditions hygiéniques désirables; on a donc abandonné le projet d'en former une maison de santé.

C'est définitivement à Saint-Cloud que l'établissement sera installé. Le château de Saint-Cloud possède des dépendances et des communs considérables qui peuvent se prêter à cette destination.

La commission qui a été formée pour la réorganisation des bibliothèques publiques a décidé, dit-on, que toutes les bibliothèques auraient des séances le soir, comme celle de Sainte-Geneviève. Comme ces séances nécessiteront un plus grand nombre d'employés, on se servira des élèves sortis de l'École des Chartes qui se trouvent sans emplois, et auxquels cependant l'Etat paie 600 fr. par an.

Il est question aussi de la création de bibliothèques communales dans les divers arrondissements de Paris. Les bibliothèques départementales seront aussi reconstituées.

Le vaste vaisseau de la salle de l'Assemblée nationale, qui couvre presque toute la cour du ci-devant Palais-Bourbon, touche à sa fin.

Les portes, les croisées, les parquets seront bientôt posés, et les ravalements extérieurs presque terminés; on s'occupe déjà de la décoration intérieure, de l'estrade du président et des secrétaires, de la tribune, du siège des représentants, des banquettes des tribunes, etc.

Au pignon de l'édifice, du côté du midi, on fait quelques ornements sculptés d'une grande sévérité.

Dans quelques jours l'architecte et les entrepreneurs de cet édifice en pourront remettre les clefs au gouvernement provisoire.

Les journalistes auront deux tribunes placées à droite et à gauche de la tribune aux orateurs.

Une correspondance particulière de la *Semaine* donne les détails suivants qui nous ont paru présenter quelque intérêt :

« Londres se remplit de jolies ladies et de brillants équipages, ainsi qu'il se fait chaque année à l'époque de Pâques, pour commencer le temps appelé vulgairement la saison, saison qui consiste à se gorger de plaisirs durant quatre mois, pour aller s'en reposer ensuite dans un beau château ou dans un joli cottage pendant les huit mois qui complètent l'année. Malgré le mouvement charliste, notre aristocratie, fidèle à ses habitudes, revient donner de la vie aux magnifiques quartiers si tristes et si déserts pendant sa longue absence. »



En attendant, comme il lui faut utiliser son esprit, l'ex-ministre qui n'a pas su prévoir sa chute, fait le prophète et prédit les destinées du monde. Il vient de se faire recevoir comme membre honoraire au club de l'athénisme.

» Toute libérale qu'est notre belle Angleterre, elle se montre cependant assez complaisante pour les restes du pouvoir absolu, car, à l'heure qu'il est, un prince héréditaire, accusé d'avoir fait tirer sur le peuple, obligé de fuir, et dont le palais n'a échappé à la vengeance populaire que grâce au voisinage d'une bibliothèque nationale, est ici le chargé d'affaires de son pays et est fort bien en cour. Il remplit une mission confidentielle auprès de la reine, et tient des levers diplomatiques auxquels assistent les représentants de tous les gouvernements, hors celui de la République française.

« La reine Victoria a signifié hautement à ses dames et à toute la cour qu'il lui serait fort agréable que tout ce qui est français passât de mode, et le bruit court que, pour payer d'exemple, Sa Gracieuse Majesté vient de retirer son patronage au théâtre français de Saint-James. — N'aurait-elle pas un peu trop son pouvoir, notre reine, en faisant ainsi la guerre à la mode ?

« On parle beaucoup de l'enthousiasme des habitants de Londres à s'armer du fameux bâton de constable; mais, comme il y a de méchantes langues partout, chacun raconte sa petite histoire à ce sujet. En voici une qui nous a été donnée comme certaine :

« Un négociant de la Cité, ayant un grand nombre de commis, trouva parmi eux un récalcitrant qui refusa d'accepter le sursis bâton. Avec celui-là tout échoua, mots à double entente, demande catégorique, ou tout autre moyen employé par le patron.

« Mais malheureux, lui demanda enfin celui-ci exaspéré, vous ne craignez pas d'être déclaré chartiste ?

« — Pourquoi, me prêterait-on une pensée ou une opinion que je n'ai pas ? dit le commis avec une grande surprise.

« — Pourquoi ?... pourquoi ?... parce que vous ne faites pas comme tout le monde.

« — Comme tout le monde, monsieur, cela vous plaît à dire, et si vous me payiez 5 schellings par jour, comme eux, je n'hésiterais pas un moment; mais puisque vous ne me payez pas de me donner d'argent, j'aime mieux ne pas me déranger !

« Voilà l'enthousiasme de mes chers compatriotes... n'est-ce pas toujours ainsi qu'on écrit l'histoire.

» Puisque je vous conte des historiettes, je me permets de vous donner encore celle-ci, qui a fort diverté les salons de Londres dans ces derniers temps :

« Un ministre, d'un naturel fort poétique, citait l'autre jour à la chambre des communes ce passage de Hamlet. « Il y a quelque chose qui chancelle dans les états de Danemark. » Le lendemain, cette phrase fut répétée à un négociant qui avait une somme considérable placée dans les fonds danois, et voilà que sur l'heure le pauvre homme effrayé s'empresse d'écrire à son correspondant de Stockholm, de vendre bien vite jusqu'au dernier schelling, parce que le Danemark est à la veille d'une grande catastrophe.

« La plaie saignante de l'Angleterre est l'Irlande. On en parle beaucoup, mais on ne s'en occupe pas utilement. La société des quakers vient de donner un noble exemple pour secourir nos infortunés compatriotes. Puisse leur pensée charitable trouver un grand nombre d'imitateurs ! — Ils ont affermé plusieurs centaines d'acres de terre vers le sud du comté de Mayo, en Irlande, et là ils donnent de l'occupation et du pain aux malheureux irlandais qui en manquent. — Notre riche aristocratie en serait-elle moins brillante et moins heureuse, si elle sacrifiait quelques milliers de livres à une œuvre semblable ?

« Le rapport du comité central des secours pour l'Irlande renferme des faits de la nature la plus affligeante. Ainsi, depuis le commencement de la disette jusqu'à ce jour, 35,166 personnes sont mortes de faim, 94,007 à la suite de maladies produites par une alimentation mauvaise et insuffisante, et 58,350 individus sont aujourd'hui dans un état de santé qui laisse peu d'espérance. Tout cela est-il croyable au dix-neuvième siècle !

« De tout ce conflit d'événements et d'embarras résultera-t-il une saison brillante ? Les bouleversements politiques de l'Europe auront-ils une grande ou une médiocre influence sur les plaisirs de Londres ?

« Voilà ce que je ne saurais vous dire encore. En attendant, le commerce est toujours en souffrance et ne trouve pas dans les nouveaux consommateurs qui arrivent une compensation à la gêne de ses relations avec la France et l'Allemagne.

— MM. Eugène Pierron et Emile Taigny, membres du bureau du club républicain des artistes dramatiques, se sont rendus hier chez M. l'archevêque de Paris, pour lui demander qu'il levât publiquement la sentence d'excommunication qu'un concile d'Arles avait lancée jadis sur le corps de comédiens. M. l'archevêque a reçu ces artistes avec une aménité toute parfaite; il leur a répondu que dans son diocèse il n'existait aucune sentence qui excommunie les comédiens, les autorisant à démentir formellement toute assertion qui tendrait à accréditer cette opinion. — Donc, les comédiens ne sont point excommuniés.

— Les commissaires du Gouvernement dans le département de l'Hérault, considérant que les besoins du mois de mars ont grevé le budget départemental de dépenses extraordinaires, ont proposé au paiement de ces dépenses les fonds alloués à leurs fonctions.

— Espérons que cette offre sera acceptée, et qu'un tel exemple aura de nombreux imitateurs.

— Lundi, vers deux heures de l'après-midi, rue Grange-aux-Belles, des gardes nationaux et des ouvriers ont arrêté un jeune homme très-bien mis et de tournure distinguée, qui, planté de

puis le matin sur le trottoir, prenait à partie tous les passants, leur présentait une liste de candidats à l'Assemblée nationale, et leur enjoignait avec forces menaces et gestes furibonds, de ne voter que pour les citoyens portés sur cette liste. Pendant qu'on le conduisait au poste, ce jeune homme a fait une résistance désespérée, a mordu les gardes nationaux qui lui avaient mis la main au collet, leur a déchargé de nombreux coups de poing et de pied; bref, les quatre ouvriers qui ont été les gardes nationaux dans cette arrestation n'ont pu se rendre maîtres de ce furieux qu'en le mettant sur leurs épaules, et en le tenant chacun par un bras et une jambe.

Porté au poste de cette manière, ce jeune homme cherchait encore à résister et criait, ou plutôt poussait des rugissements. Cette scène avait attiré dans la rue Grange-aux-Belles, d'ordinaire si paisible, une affluence énorme, et avait causé une émotion extraordinaire.

— Au nombre des expédiés auxquels ont eu recours certains candidats, en vue de faire triompher leur nomination, en voici un qui mérite une mention pour son excentricité.

Le sieur F. B..., habitant de Belleville, ayant vu sa candidature repoussée, à quelques voix près par les électeurs de l'endroit, auxquels il s'était présenté vendredi dernier, loin de se tenir pour battu, conçut le singulier projet d'en appeler à la commune entière, et cela au son du tambour.

Hier matin donc, les paisibles habitants de la haute et basse Courtille, se réveillaient au roulement des baguettes d'un tambour de la ville, dont les *ra* et les *ta* étaient entrecoupés de phrases criées à haute voix et se résumant en une harangue en faveur de l'intéressé candidat.

On pourra donc dire de cette candidature, si elle a réussi, qu'elle fut menée tambour battant.

— Nous lisons dans l'*Echo d'Alais* (Gard.)

« On nous dit, et nous n'osons pas le croire, bien moins encore l'affirmer, que la chasse aux ouvriers étrangers continue dans les quartiers de Bessèges et des Salles-de-Ganières. Ces malheureux, privés de toutes ressources pour retourner dans leur patrie, sans abri, sans pain, traqués dans les lieux les plus difficiles, seraient réduits à tromper leur faim en broutant l'herbe des champs. Si le fait est vrai, que les coupables de ces crimes de lèse-humanité soient punis, et s'il est faux, que la pensée de le commettre soit bannie de toutes les intelligences par cette expression de l'indignation publique. »

— On lit dans la *Presse* de ce soir :

« Hier, à 9 heures du soir, M. le ministre de la guerre s'est rendu en personne à l'état-major de la division, pour faire expédier l'ordre à 2 bataillons du 29<sup>e</sup> de ligne en garnison à Saint-Denis et à 3 escadrons de cuirassiers en garnison à Saint-Germain, de se diriger en toute hâte, par le chemin de fer, sur Beauvais, où des troubles de la plus haute gravité venaient d'éclater.

« Deux officiers d'état-major ont été immédiatement envoyés, avec ces ordres, à Saint-Denis et à Saint-Germain. »

— On écrit de Rochefort, le 18 avril :

« Le ministre de la marine vient de prescrire la plus grande célérité dans l'armement de la corvette l'*Alcmène*, qui devra être prête à partir pour l'Océanie dans les premiers jours de mai, ou plus tôt s'il est possible. M. Coudé, capitaine de corvette, a été appelé au commandement provisoire de ce navire, dont l'équipage sera composé de la 59<sup>e</sup> compagnie permanente, capitaine Martin, lieutenant de vaisseau, et de la 118<sup>e</sup> compagnie, capitaine Lefort, enseigne de vaisseau. Le rôle d'équipage ouvre aujourd'hui. Les réparations de la corvette à vapeur le *Ploque* sont terminées; le ministre ordonne de faire embarquer les vivres et le combustible de ce navire, qui devra attendre une destination et l'ordre du départ.

— Quatre individus, surpris la nuit dernière en flagrant délit de démantèlement fort dans le quartier Popincourt, ont été arrêtés par une patrouille de gardes nationaux et conduits au bureau du commissaire de police, qui les a envoyés sous mandat de dépôt à la Préfecture.

— L'hôtel des Monnaies de Paris frappe en ce moment des masses de pièces de 1 centime, dont le commerce a tant besoin pour les appoints.

Comme pour les pièces de cinq francs, on s'est servi du coin de Dupré, le graveur de la première République. Ces petites pièces, en beau cuivre rouge, portent une tête de jeune femme, coiffée du bonnet phrygien, avec ces deux mots en légende : *République Française*; sur le revers est écrit : *un centime*—1848.

— On doit en frapper pour un demi-million.

— On lit dans une lettre de Porto-Cabello du 10 mars, reçue par le *Courrier des Etats-Unis* :

« La corvette française la *Boussole* s'est perdue dans la nuit du 4 au 5 courant, sur un banc de rocher, sous le vent du petit Curazao, île plate située au N.-N.-O. de Porto-Cabello, d'où ce navire avait appareillé le 4 au soir. Le navire est entièrement perdu. L'équipage s'est sauvé, et il doit arriver demain pour s'embarquer prochainement sur deux navires français qui le rapatrieront. La nouvelle est arrivée ce matin, et nous n'aurons de plus amples détails que demain. »

Les deux tiers environ des électeurs inscrits sur les listes de Paris ont déposé hier et avant-hier leurs bulletins dans l'urne électorale.

D'après des informations que nous sommes fondés à croire exactes, nous pouvons annoncer que le dépouillement des votes présente une majorité considérable en faveur des sept membres du Gouvernement provisoire exclus de la liste des candidats émanée du Luxembourg.

On sait, du reste, que les résultats définitifs des élections parisiennes ne pourront être connus que le 28 ou le 29.

Paris est calme; de forts pelotons de garde nationale veillent sur les mairies, et toutes les précautions ont été prises pour repousser vigoureusement les tentatives insensées qui auraient pour but d'enlever les urnes qu'on y a déposées.

— Les sténographes des journaux de Paris qui rendront un compte quotidien des séances de

l'Assemblée nationale sont invités par les anciens syndics de la tribune des journalistes à vouloir bien se réunir pour composer un nouveau syndicat, et s'entendre au sujet des places attribuées aux journaux dans la nouvelle salle. Le lieu et le jour de la réunion sont : palais de l'ex-chambre des députés, local du 2<sup>e</sup> bureau, mercredi 26 avril 1848, à midi.

— Le capitaine de corvette Sauvan a été désigné pour commander le vaisseau le *Marengo*, affecté spécialement à la défense du port d'Alger.

— Pour les dernières représentations de M<sup>lle</sup> Carlotta Grisi, l'Opéra donnera ce soir le ballet de *Giselle* ou les *Willis*. M<sup>lle</sup> Carlotta Grisi remplira le rôle de Giselle. Le spectacle commencera par le *Comte Ory*.

— Le Théâtre de la République donne aujourd'hui l'*Aventurière* et le *Menteur*, pour le deuxième début de Delaunay; Samson, Régner, M<sup>me</sup> Anais, Noblet et Brohan joueront les principaux rôles. — Vendredi, la 1<sup>re</sup> représentation de la *Manquise d'Aubray*.

— On lit dans le *Moniteur de l'Armée* :

« Les réserves de l'armée, appelées à l'activité, se répartissent sur les cinq classes de 1842, 1843, 1844, 1845 et 1846. Voici leur force :

Classe de 1842.....	20,150 hommes.
de 1843.....	35,960
de 1844.....	15,250
de 1845.....	8,000
de 1846.....	20,000
Total.....	99,360

Mais il y aura à déduire de ce chiffre les non-valeurs pour dispenses, en vertu de l'art. 14 de la loi du recrutement, exemptions pour infirmités constatées au moment du départ et congés de renvoi accordés aux soutiens de famille. Ces non-valeurs s'élèvent ordinairement à un dixième environ des produits de recrutement.

L'appel des réserves disponibles n'enverra donc au drapeau qu'une force d'environ 90,000 hommes.

Les jeunes gens des classes de 1845 et de 1846 ont été mis en route du 15 au 20 avril. Ceux des classes de 1842, 1843 et 1844 partiront du 1<sup>er</sup> au 5 mai.

Voici la répartition, par arme, de ces réserves :	
Infanterie.....	86,370 hommes.
Cavalerie.....	5,290
Artillerie.....	5,700
Génie.....	300
Équipages militaires.....	1,700
	99,360

On sait que les non-valeurs sont ordinairement imputées en totalité au recrutement de l'infanterie, et que la cavalerie et les armes spéciales reçoivent leur contingent complet.

On aura remarqué que la part faite à la cavalerie dans la répartition de ces réserves n'est pas en proportion de la force nécessaire à cette arme en cas de guerre. Nous avons donné l'explication de ce regrettable état de choses dans notre article du 15 avril sur les haras et la remonte. Ce ne sont pas les hommes qui nous manquent, ce sont les chevaux.

Indépendamment de cet appel des réserves, la classe de 1847 sera disponible sous peu de jours. En supposant que la fixation du contingent de cette classe, qui n'est pas encore déterminée, s'arrête au chiffre de 80,000 hommes, ce sera, toutes non-valeurs déduites, une levée de 70 à 72,000 hommes à ajouter aux forces du pays.

Nous avons établi dans de précédents articles que l'effectif général soldé était au :

1 <sup>er</sup> janvier dernier, de.....	377,000 h.
Réserves appelées et mises en route.....	90,000
Force approximativement disponible sur la classe de 1847.....	70,000

Total des forces de l'armée.....	537,000
En cas de guerre, l'entraînement volontaire, d'une si faible ressource en temps de paix, fera rapidement monter cet effectif au-dessus de 600,000 hommes.	

La première révolution n'avait pas 150,000 hommes de troupes régulières sous la main lorsqu'elle entra en campagne contre l'Europe coalisée.

## Spectacles du 26 avril 1848.

TH. DE LA NATION.—Le Comte Ory, Giselle.  
THÉÂTRE DE LA RÉPUBLIQUE.—Le Menteur, l'Aventurière.

OPÉRA-COMIQUE.—Le Trompette, Fra Diavolo.

THÉÂTRE HISTORIQUE.—Le Chevalier de Maison-Rouge.

GYMNASSE.—Les Couleurs de Marguerite, le Marchand de Jouet d'Enfant, le Mauvais Sujet, Hercule Belhomme.

VARIÉTÉS.—Peureux, Pauvre Jacques, Mademoiselle de Choisy.

VAUDEVILLE.—Incassablement réouverture.

THÉÂTRE MONTANSIER.—Un Enfantillage, Pauvre aveugle, Chansonnette, l'Académicien de Pontoise, Voyage Sentimental.

PORTE-SAINT-MARTIN.—Le Fils mal gardé, Roy-Bias.

GAITÉ.—La Foi, l'Espérance et la Charité.

AMBIGU.—Les Trois Révolutions, les Quatre Sergens de la Rochelle.

FOLIES.—Raimbaut, le père Brouillard, M. Botte, Pascal et Chambord, intermède.

DÉLAIEMENTS.—Léon, Georges et Marie, A tout péché miséricorde, Le Loup dans la Bergerie, Les Luteurs, La Dame de la Halle.

COMTE.—Le Fils du Pêcheur, Intermèdes, Le Diner impossible, Les Rubans de Mariette, Arlequin l'Homme de marbre.

FUNAMBULES.—Ma Lisette, Sagesse et Folie, Guerre au Sexe, Pierrot.

BONNE-NOUVELLE.—Spectacles-Concerts.

PANORAMA.—Bataille d'Eyleau.

DIONAMA.—Bazar Bonne-Nouvelle.—Une Vue de Chine, l'Eglise Saint-Marc.

ROBERT HOUÏN.—Tous les soirs à 8 heures.

THÉÂTRE SÉRAPIN.—Palais-Royal.

## Librairie.

**DICTIONNAIRE DES SCIENCES MATHÉMATIQUES**, par A.-S. de MONTFERRIER. Cet ouvrage, unique en son genre, forme une véritable encyclopédie mathématique, et convient à tous ceux qui veulent s'instruire au langage austère de la science, comme à ceux qui en cultivent les parties les plus élevées. Toutes les connaissances mathématiques y sont développées dans leur ensemble et leurs détails, depuis les plus simples éléments jusqu'à la philosophie transcendante. Ainsi, on y trouve des traités complets d'acoustique, d'arpentage, d'artillerie, de calcul différentiel et de dynamique, de géométrie, de trigonométrie, de mécanique, d'hydrostatique, d'hydrodynamique, d'hydraulique, de mécanique, de navigation, d'optique, de statique, de trigonométrie, de fortification, de probabilités, etc., etc.

2<sup>e</sup> édition, 3 forts vol. in-4<sup>e</sup> avec 76 planches gravées. Prix : 36 francs. Chez Hachette, libraire de l'Université, 12, rue Pierre-Sarrasin.

**DICTIONNAIRE UNIVERSEL ET RAISONNÉ DE MATHÉMATIQUES**, par A. S. de MONTFERRIER. Cet ouvrage n'est pas un simple vocabulaire, comme le Dictionnaire de Willaumez; c'est un commentaire érudit et profond contenant la nomenclature exacte et les explications de tous les termes employés dans la marine, les principes fondamentaux de l'architecture navale, la description des manœuvres d'évolution et de grément, l'astronomie nautique, toutes les tables nécessaires aux marins, l'indication des lois et ordonnances, la navigation à voiles et à vapeur, l'histoire de la marine. En un mot, ce grand travail offre à tous les marins l'ensemble de leur art.

Un fort volume in-4<sup>e</sup> de 740 pages, avec 18 planches. Prix : 20 fr. Chez Hachette, libraire de l'Université, 12, rue Pierre-Sarrasin.

**COURS ÉLÉMENTAIRE DE MATHÉMATIQUES PURES**, par A. S. de MONTFERRIER. Cet ouvrage, qui est une exposition des principales branches des mathématiques appliquées, contient : l'arithmétique, l'algèbre, la géométrie, les trigonométries, les calculs différentiel et intégral, la géométrie analytique, la statique, la dynamique, l'astronomie, la géométrie, la catoptrique, la dioptrique, la perspective et un traité du calendrier.

Deux vol. in-8<sup>e</sup> avec planches, prix : 14 fr., chez Hachette, libraire de l'Université, 12, rue Pierre-Sarrasin.

**HISTOIRE PARLEMENTAIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE**, par A. S. de MONTFERRIER. 1789 jusqu'en 1815, contenant la narration des événements, les débats des assemblées, les discussions des principales sociétés populaires, et particulièrement de la société des Jacobins, les procès-verbaux de la commune de Paris, les séances du tribunal révolutionnaire, le compte-rendu des principaux procès politiques, les détails des budgets annuels, le tableau du mouvement moral, extrait des journaux de chaque époque, etc., précédé d'une introduction à l'histoire de France jusqu'à la convocation des États-Généraux, par J.-B. Chénier et P.-J. Roux. 40 vol. in-8; prix : 140 fr.; chez DAUVIN et FONTAINE, libraires, passage des Panoramas.

L'histoire parlementaire de la révolution française en 40 vol. in-8 contient la matière d'un ouvrage de 100 volumes. Tous les documents originaux relatifs à cette époque, tels que les journaux, mémoires, pamphlets, etc., etc., sont reproduits en entier ou par extrait, suivant leur importance, en sorte que cette collection dispense de tous les autres ouvrages, de toutes les autres collections. On peut dire parfaite raison que c'est le seul livre qui fasse connaître à fond l'histoire de notre première révolution.

**LE FOYER BRETON**, Traditions populaires, par MM. Tony Johannot et O. Penquilly, etc. Orné de vignettes sur bois tirées dans le texte, charmantes gravures sur acier livrées à part. 1 vol. in-8, prix : 5 fr.

**BRETAGNE ET VENDEE**, Histoire de la Révolution, par PIERRE CHEVALIER. 1 vol. grand in-8 illustré de grand nombre de gravures sur acier et sur bois, par O. Penquilly. Prix : 15 fr.

Chez DAUVIN et FONTAINE, libraires, 35, passage des Panoramas.

**MANUEL** COMPLET DES GARDES NATIONALES, contenant : les écoles de soldat, de peloton, de bataillon, les fonctions des guides, la consigne générale des places et de la loi sur la garde nationale. — Un gros vol. in-18.

## Bourse de Paris du mardi 25 avril 1848.

EFFETS PUBLICS.	
Trois 0/0 jouis. de mars. Au comptant.....	40 50 41 50 40 25 41 25
Id. Fin courant.....	40 75 41 50 40 25 41 50
Quatre 1/2 0/0. Id. Au comptant.....	40 25 41 50 40 25 41 50
Id. Fin courant.....	40 25 41 50 40 25 41 50
Cinq 0/0. Id. Au comptant.....	61 25 62 50 61 25 62 50
Id. Fin courant.....	61 50 62 25 61 25 62 25
Trois 0/0 1847. Id. Au comptant.....	61 25 62 25 61 25 62 25
Id. Fin courant.....	61 25 62 25 61 25 62 25
Banque de France.....	4200 1340 4200 1340
Obligations de la ville.....	1025 1025 1025 1025
Rentes de la ville 5 0/0.....	1025 1025 1025 1025
Bons du Trésor perte 39 0/0.....	1025 1025 1025 1025

CHEMINS DE FER (Au comptant.)	
Orléans libérés.....	515 510 505 515
Rouen libérés.....	260 260 260 260
Havre libérés.....	260 260 260 260
St-Germain libérés.....	260 260 260 260
Versailles (rive droite) libérés.....	415 415 415 415
Versailles (rive gauche) libérés.....	415 415 415 415
Marseille à Arles libérés.....	415 415 415 415
Bordeaux libérés.....	415 415 415 415
Nantes libérés.....	415 415 415 415
Strasbourg libérés.....	415 415 415 415
Montpellier libérés.....	415 415 415 415
Dieppe et Fécamp libérés.....	415 415 415 415
La Teste.....	415 415 415 415
Saint-Etienne.....	415 415 415 415
Saint-Quentin.....	415 415 415 415

La bourse a été peu agitée. Cependant, le cours des rentes s'est bien maintenu. Des bruits de la démission du général Cavaignac comme gouverneur-général de l'Algérie circulaient. Quoique l'émission métallique de la banque d'Angleterre se soit diminuée de près de 21,000,000, ne craignait pas d'ajouter loi à une prétendue négociation d'emprunt de la banque de France, banque d'Angleterre. Les actions de la première ont augmenté de 1250 à 1350.

Les actions des chemins de fer se sont bien maintenues.

Bruzelles, 24 avril. — 5 0/0 1840 60; 1842 60; 4 1/2 55 3/4; 3 0/0 48; banque belge 50 3/4.

Berlin, 22 avril. — 3 1/2 0/0 74 1/4 pap.; 73 3/4 arg.

Vienne, 19 avril. — 5 0/0 59 1/2; 4 0/0 52; banque 850 à 860. — 20 avril. — 5 0/0 59 1/2 à 60.

4 0/0 52 à 53; banque 920 à 930.

Francfort, 22 avril. — 5 0/0 52 pap.; 2 1/2 0/0 25 1/2 pap.; 23 arg.

Londres, 24 avril (4 heures du soir. — 82 3/8 compt.; 82 1/4 à 3/8, 9 mai.

Cité, midi. — Les consolidés ont ouvert avec pesantier aujourd'hui, et ils ont monté ensuite, temps à été la principale cause de dépréciation. Les consolidés ont été faits d'abord à 82 1/8, 85; ils ont monté de suite à 82 3/8. Actions de la banque 189; réduit 89 5/8; 3 1/4 81 7/8; 3 0/0 81 1/4; l'échiquier, 42 à 45; fonds esp. 20 7/8 à 21 1/4; 5 0/0 12 1/4; mexic. 14 5/8; holland. 59; Les actions des chemins de fer sont calmes.

Cité, 2 heures. — Les consolidés sont en voie d'amélioration avec peu d'affaires. Les consolidés sont à 82 1/2 5/8 pour compte, ils ont été faits au comptant à 82 3/8 à 1/2; nouv. 3/4 82 1/8; 3 0/0 81 1/4; Portug., 45 1/2; Brésil, 66; Mexicains, 14 7/8; Hollandais, 59.

**MANUEL** DU GARDE NATIONAL A CHEVAL. Théories et instructions pour l'Armée. A Paris, chez J. Dumaine, libraire des Armées, République française et des Gardes nationales, passage Dauphine, 36.

## Industrie.

**ENVELOPPES** à 4 FR. le 1,000 pour cartes, papiers, etc. Grande fabrique à Courbevoie, sur la papeterie MARION, cité Bergère, 14, où l'on trouve aussi des papiers à lettres de toutes espèces à des prix modérés. Cachet protecteur appliqué aux enveloppes.

**A MEAUX** (impasse Hottingais), pension de gens; prix très-moderé; trajet par le bateau-poste, passage du pont de Boulogne, et bientôt par le chemin de fer.

## Avis divers.

**VENTE** aux enchères, après le décès de M. de Wismar, en vertu d'ordonnance judiciaire, à Paris, rue du fort, 9, quartier de la Madeleine, le samedi 25 avril 1848, à midi, par le ministère de M. A. Perrot, commissaire-priseur à Paris, qual des Augustins, 54, trois Chevaux anglais pur sang et de quatre voitures coupé, chaise, grand coupé de ville, phaéton anglais, voiture de voyage, dite briska, deux paires de roues, deux selles anglaises et ustensiles d'écurie. Exposition au comptant. Les acquéreurs paieront le tout par fr. en sus de leur adjudication. Exposition publique les 27 et 28 avril, de 10 heures à 4 heures.

## Locations.

**LOUER**, boulevard d'Enfer, 12, appartement de 4 pièces principales et joli jardin. S'adresser à M. de la Harpe, rue du Hasard, 1.

**LOUER**, maison de campagne et dépendances, à deux kilomètres d'Evreux (Eure). S'adresser à M. Cheffeville, notaire à Evreux, rue Chartraine, 24.

**LOUER**, à Versailles, rue des Chantiers, 10, un appartement ou une maison seule et jolie.

**LOUER**, deux jolies maisons de campagne, l'une à Saint-Firmin, près Chantilly (Oise); l'autre à Saint-Firmin, près Chantilly (Oise); grande et vaste habitation avec communs, jardin potager, parc d'eau et parc de 11 hectares.

Et l'autre à Vincennes, commune de Saint-Firmin, maison de maître, basse-cour, jardin potager, parc et pièce d'eau; le tout d